

# AMNESTY INTERNATIONAL

## Déclaration publique

Index AI : AFR 25/001/2010 (Public)

ÉFAI

21 janvier 2010

## Éthiopie. Amnesty International demande au gouvernement d'Éthiopie de ne pas exécuter Melaku Tefera

Amnesty International appelle les autorités éthiopiennes à ne pas exécuter Melaku Tefera, seul des cinq hommes condamnés à mort le 22 décembre 2009 à être toujours en Éthiopie. Les quatre autres, condamnés à mort par contumace, sont Berhanu Nega, Andargachew Tsige, Muluneh Eyouel et Mesfin Aman, dirigeants du parti Ginbot 7 (« 15 mai »). Trente-trois autres personnes, dont une femme, ont été condamnées le même jour à la réclusion à perpétuité.

Les cinq hommes condamnés à mort ont été reconnus coupables, avec 35 autres personnes en août et novembre 2009, de cinq chefs d'inculpation en lien avec une tentative déjouée de coup d'état en avril. Trente-trois d'entre elles ont été condamnées à la réclusion à perpétuité. Les autorités leur ont également confisqué une partie de leurs biens.

Les accusés ont été arrêtés en avril et mai 2009 en raison de leur implication dans un projet d'attentat contre des installations électriques et de télécommunications et d'assassinat de responsables gouvernementaux en vue de provoquer des troubles politiques. Parmi les charges retenues contre eux figuraient celles de complot destiné à assassiner des ministres du gouvernement, destruction d'installations stratégiques et incitation à la rébellion au sein de l'armée, infractions passibles de la peine de mort en Éthiopie.

Le procureur fédéral avait requis la peine de mort contre tous les accusés à l'exception de deux d'entre eux qui avaient plaidé coupables, déclarant que les accusés avaient commis « *des actes graves de terrorisme* ». Le 22 décembre pourtant, 33 ont été condamnés à des peines d'emprisonnement à vie et cinq à la peine capitale.

Parmi les personnes condamnées à la réclusion à perpétuité figurent des membres du parti de l'opposition ainsi que des proches de dirigeants du parti de l'opposition comme Getu Worku, cousin de Berhanu Nega, exilé aux États-Unis.

Parmi elles figure également Tsige Habtemariam, âgé de quatre-vingts ans, père d'Andargachew Tsige, actuellement en exil au Royaume-Uni. Tsige Habtemariam est diabétique, il a récemment été opéré du cœur et a besoin d'un traitement médical suivi.

Melaku Tefera, seul accusé condamné à mort sur la base de ces accusations encore en Éthiopie, est un ancien membre de la Coalition pour l'unité et la démocratie ; il avait déjà passé vingt mois dans la prison de Kaliti avant de rejoindre le parti de l'Unité pour la démocratie et la justice.

Plusieurs accusés dans ce dossier se sont plaints d'avoir été torturés en détention. Amnesty International appelle les autorités éthiopiennes à accorder à ces prisonniers la possibilité de consulter un médecin de leur choix afin que celui-ci établisse un diagnostic et traite les blessures éventuellement constatées, conformément à l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus.

Amnesty International s'oppose à la peine de mort en toutes circonstances quelle que soit la nature du

crime commis parce qu'elle constitue le châtimeut le plus cruel, le plus inhumain et le plus dégradant qui soit.